



Pouvoir d'achat et emploi : des outils de sortie de la crise

Pour nos salaires, il y a urgence !

La FSU a défendu ce point de vue dès l'installation du gouvernement, comme elle le faisait auparavant. Des négociations s'ouvrent dans la Fonction publique. Elles sont nécessaires, mais ne doivent pas permettre au gouvernement d'esquiver la revendication des personnels d'une mesure générale immédiate de hausse des traitements.

Pour beaucoup d'agents de la Fonction publique, la vie est difficile : 20 % des agents sont payés au niveau du SMIC ; les politiques indemnitaires ont joué contre l'emploi et les solidarités, les professions qualifiées sont insuffisamment rémunérées. Cela se traduit par une crise de recrutement profonde pour les métiers enseignants.

La FSU revendique :

- La fin du gel du point d'indice, son indexation sur les prix, des mesures de rattrapage des pertes (plus de 13 % depuis 2000) ;
- Un salaire minimum à 1600 € net ;
- La reconstruction de la grille avec en première mesure, une augmentation uniforme de 50 points ; des carrières linéaires ;
- La revalorisation salariale des filières féminisées, bien moins rémunérées ;
- La suppression de la journée de carence.

Faudrait il, en temps de crise accepter l'austérité ?

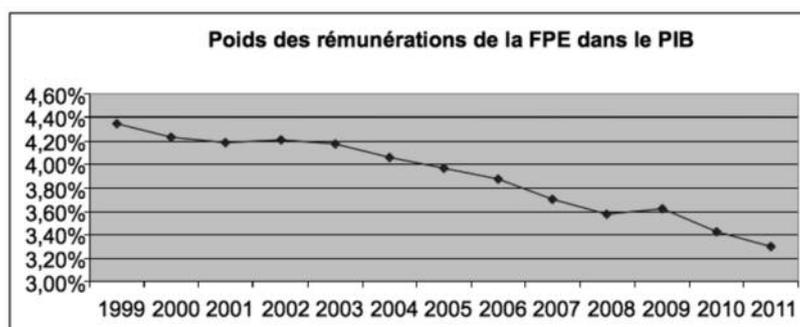
Les salaires ne sont pas responsables de la crise. Crise financière, elle est devenue une crise de la dette par l'intervention même des auteurs de crise. Les salaires sont pour l'essentiel dépensés et font vivre une partie importante de la population ; les salaires et les pensions favorisent la consommation et la relance. Des salaires augmentés, c'est aussi plus de cotisations et plus de ressources fiscales.

Impossible ?

Une part toujours plus faible des revenus du pays est consacrée aux salaires de la Fonction publique. La FSU défend une réforme fiscale d'ampleur ; c'est un moyen essentiel pour répondre aux besoins fondamentaux de la population qui restent très importants, et un outil de redistribution. Le gouvernement a pris ou décidé des mesures en ce sens, mais elles n'ont pas l'ampleur que la FSU estime nécessaire. Et le choix du traité européen, les politiques d'austérité qu'il dicte entravent l'emploi public, la hausse de nos salaires, la relance.

Avec la FSU, osons revendiquer !

*Les rémunérations des agents de la Fonction publique de l'Etat (hors enseignement privé sous contrat) représentent une part toujours plus faible des richesses nationales.
(Sources : faits et chiffres 2011-2012, INSEE).*



Le service public,
on l'aime, on le fait avancer !